

1^{er} janvier 2006. En règle générale, les Parties de l'Annexe I ont réduit leurs niveaux d'émission selon les proportions fixées. Les économies en transition ont réduit les leurs, alors que les Parties de l'annexe II les ont augmentés, mais pas de manière significative.

Sept ans se sont écoulés depuis l'élaboration et la présentation du Protocole de Kyoto. Depuis son ouverture à la signature en 1997, son entrée en vigueur reste incertaine, sa condition essentielle n'ayant toujours pas été remplie. Au mois d'avril 2004, 124 pays l'ont ratifié, accepté, approuvé et y ont accédé, mais les pays ayant ratifié le texte représentent 44,2 % des émissions de dioxyde de carbone alors que, pour entrer en vigueur, le protocole a besoin de l'approbation de 55 pays représentant au moins 55 %. En 2000-2002, les débats politiques et les désaccords sur sa mise en œuvre ont ralenti le processus de ratification. Mais les Parties ne peuvent pas pour autant révoquer leurs engagements vis-à-vis de la CCNUCC. En vertu des dispositions de la Convention, elles doivent tenir leurs promesses.

Les deux principaux responsables du changement climatique – la Fédération de Russie et les États-Unis – n'ont pas encore ratifié l'accord. Les États-Unis sont la première source mondiale d'émissions de gaz à effet de serre et sont responsables de 36,1 % des émissions; or, ils se sont retirés du Protocole de Kyoto en mars 2001. L'administration du Président George Bush a fait valoir que les preuves scientifiques n'étaient pas suffisamment convaincantes pour que son pays réduise ses émissions de 7 % par rapport aux niveaux de 1990, ce qui poserait des limites à la croissance économique américaine. En outre, elle a dénoncé le fait que les pays en développement n'étaient pas tenus de réduire leurs émissions.

Avec 17,4 %, la Fédération de Russie est la deuxième source mondiale d'émissions à effet de gaz de serre. Lors de la Conférence sur les changements climatiques, qui a eu lieu à Moscou en octobre 2003, la communauté internationale s'attendait à ce que la Russie ratifie le Protocole. Mais Vladimir Poutine a été clair sur la question et a annoncé que son gouvernement n'avait pas l'intention de signer le traité. Les partisans du Protocole ont fait valoir que la ratification serait avantageuse pour la Russie car elle pourrait vendre ses permis de carbone sur le marché international et utiliser son énergie de manière efficace. De leur côté, ceux qui s'y opposent ont considéré que l'agriculture et l'économie russes bénéficiaient de la hausse des températures et qu'une réduction significative des combustibles fossiles aurait des répercussions sur les profits générés par l'exportation de pétrole.

Malgré le peu de chances que la Russie ratifie le Protocole, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le développement, Klaus Töpfer, espère qu'elle le soutiendra très prochainement, l'annonce officielle pouvant même avoir lieu dès décembre 2004 à Buenos Aires, durant la réunion annuelle sur les changements climatiques. Les quotas de 55 % seront alors atteints et le Protocole pourrait enfin entrer en vigueur. □